

LES METANARRATIFS ACTUELS. LA GLOBALISATION ET APRES

Andrei MARGA

Ph.D. professor

„Constantin Brancusi” University of Târgu-Jiu

Dans les décennies d’après-guerre le métanarratif des sciences sociales a changé deux fois. Dans les années cinquante du siècle passé « le développement » a été l’horizon des recherches, trois décennies plus tard c’est « la modernisation » qui a occupé la scène, et à partir de la fin des années quatre-vingt-dix « la globalisation » a pris le rôle du métanarratif. Et maintenant on se trouve devant la question si la globalisation achève l’histoire.

Certains parlent de trois « paradigmes » mais, si l’on tient compte de la connotation précise des termes, on peut parler au sens propre de « métanarratifs ». Ce que l’on rencontre ce sont en fait des horizons intégratifs d’action, qui affectent l’interrogation, l’explication et l’interprétation des faits et peuvent recevoir une formulation conceptuelle. À la différence du paradigme, qui est une approche, avec une méthodologie propre, d’un domaine de la connaissance (comme nous le dit d’ailleurs également Thomas Kuhn, celui qui a consacré plus récemment le terme), le métanarratif (terme que nous avons dans la connotation imprimée par François Lyotard), est plus large, pouvant contenir, à la rigueur, plusieurs méthodologies et paradigmes. Le métanarratif de la science moderne, par exemple, qui est celui du reflet de la nature telle qu’elle est donnée dans l’expérience, sans adjonctions, contient des paradigmes multiples, comme par exemple celle galiléenne-newtonienne, celle d’Einstein, etc. avec les méthodologies respectives. Le métanarratif est, avant tout, une hiérarchisation de buts à atteindre, où peuvent s’inscrire des actions nombreuses et variées. Les paradigmes sont liés à des approches cognitives impliquées dans la reproduction culturelle de la vie, les métanarratifs – à des buts historiques qui peuvent inclure des actions différentes sous l’aspect du paradigme qu’elles suivent.

Celui qui connaît l’évolution d’après-guerre des sciences sociales se rend facilement compte qu’aujourd’hui leurs interrogations et leur langage mélangent des composants des trois métanarratifs. Les interrogations et les termes du développement, de la modernisation et de la globalisation s’amalgament. D’ici également l’impression de réalité opaque de celui qui suit la scène déroutante du point de vue terminologique de ces sciences. Les sciences sociales s’entendent avec peine, car celles-ci ne dépendent pas uniquement de théories et de paradigmes, mais aussi du métanarratif respectif, et dans les sciences sociales on distingue encore plus difficilement ce qu’elles disent des sociétés qu’elles étudient. Aussi est-il indispensable d’examiner les trois métanarratifs – le développement, la modernisation et la globalisation – sous l’aspect des constellations conceptuelles qu’ils ont apportées. Observons, donc, le contexte qui a engendré chaque métanarratif et délimitons sa connotation et les thèmes qu’il lance, aussi bien que l’image de l’histoire qu’il engage.

1.

Le développement a été porté sur la scène en rapport avec la décolonisation d'après-guerre et la compétition des systèmes sociaux d'Europe et d'Asie d'après la seconde guerre mondiale. Par « développement » on a compris une stratégie destinée à transformer la croissance de différents pays d'une croissance « symbiotique » dans une croissance « orientée vers l'intérieur » et à faire passer de la « dépendance » à « l'indépendance » par rapport aux puissances existantes (voir Erik Thorbecke, *The Evolution of the Development Doctrine, 1950-2005*, in George Marotas, Anthony Shorocks, eds., *Advancing Development. Core Themes in Global Economics*, Palgrave, Macmillan, UNU Press, New York, 2007, p.3). Les diverses sociétés ont été diagnostiquées selon des indicateurs synthétisés dans le revenu par tête, sur une échelle qui part du « sous-développement » et passe par des « sociétés en voie de développement » pour arriver aux « sociétés développées » ou même « avancées ». Les analyses ont délimité trois piliers majeurs de construction de la stratégie : les objectifs dérivés d'une certaine définition des besoins de développement ; l'ensemble d'hypothèses, de théories et de connaissances dont on dispose ; les données utilisables pour la décision et l'évaluation des résultats. On a considéré que le développement supposait la corrélation optimale de quatre composants : les théories et les modèles du développement ; les objectifs ; les systèmes de données et d'évaluation de la performance ; les politiques, les institutions et les stratégies effectives.

La théorie du développement elle-même a connu des changements. Ainsi, dans les années cinquante, on a porté crédit aux théories de la société industrielle et, par conséquent, les investissements dans le secteur industriel ont été considérés décisifs, au prix de reléguer au second plan l'agriculture. Par la suite, l'agriculture a été réévaluée dans le cadre de la conception de « la croissance économique équilibrée (balanced growth) ». La situation des pays en voie de développement a obligé que l'on constate « la pauvreté (poverty) » et que l'on thématise « l'emploi (employment) », pour que, peu à peu, l'interdépendance entre l'économie, la démographie, la migration sociale devienne préoccupante. Vers les années quatre-vingt, on a reconnu l'importance du « capital humain (human capital) », qui a fait mettre en discussion l'unité entre « le développement et la recherche scientifique (R&D) ». L'apparition du néolibéralisme, avec Reagan et Thatcher, a déplacé le discours du développement des « investissements d'État » à « l'économie de marché (market economy) » et vers la reconnaissance du rôle des institutions, qui allaient coloniser jusqu'à ce jour les approches. Le collapsus du socialisme oriental en 1989 a renforcé la tendance, le thème de « la croissance économique » acquérant la position d'une clé avec laquelle on espère aboutir non seulement jusqu'à « la réduction de la pauvreté » mais aussi la démocratisation et la suppression des aliénations de la société. Et l'expérience du développement impétueux de l'Asie de Sud-Est et surtout le tournant arrivé en Chine, en 1978, vers la combinaison entre la direction centralisée et l'économie de marché, ont montré que le néolibéralisme n'était pas la seule solution et que la relation entre le développement et la démocratisation n'était point linéaire.

Aujourd'hui on est sous la domination d'une vision multifactorielle sur le développement (la soi-disant « nouvelle économie politique du développement »), où l'économie de marché, les institutions, l'application de la recherche scientifique, le capital humain sont crédités avec le rôle décisif. Cette vision met l'accent sur ce que l'on doit

éviter : la périclitation de la propriété, l'instabilité politique, des redistributions décourageantes pour les investisseurs et les employés, une éducation économiquement irrelevante, et elle tient plutôt à un « futurisme négatif » (dont la devise est « ne touchons pas à ce qui est, car les choses peuvent être pires ! »).

2.

Même si l'on fait abstraction de la dispute entre les modernes et les traditionalistes dans le champ de la littérature ou de la confrontation entre le naturalisme et l'idéalisme dans la philosophie, on peut dire que la modernisation est un métanarratif plus ancien que le développement. En tout cas, aujourd'hui la modernisation est connotée comme rationalisation en deux domaines d'action et en deux formes – l'économie et la technique moderne, d'une part, et les programmes moraux-juridiques et politiques d'autre part, respectivement une « rationalité en rapport et avec un but » et une « rationalité communicative » (voir Andrei Marga, *Raționalizare, comunicare, argumentare*, Dacia, Cluj-Napoca, 1991, cap.1). En fait, le métanarratif la modernisation commence par la réplique de Max Weber au messianisme politique de Marx. Alors que Le manifeste du Parti Communiste (1848) et le Capital (1867) parlaient de l'évolution inéluctable de la société capitaliste vers la crise finale, Max Weber a attiré l'attention que toute société devrait faire face à la concurrence de la part de l'extraordinaire dynamique du capitalisme, car au-dessous des mécanismes de la lutte politique se trouvent les mécanismes de la modernisation, que personne ne peut contourner. A lieu « le révolutionnement de toute la vie sociale » par « le capitalisme », qui va s'imposer indirectement à ses critiques mêmes (Max Weber, *Schriften 1894-1922*, Alfred Kroner, Stuttgart, 2002, p.70). S'appuyant sur l'économie de marché et, plus profondément, sur le principe moderne de la compétition libre, qui lui assure la rationalité, le capitalisme, étant attaché à la rationalité du calcul, conduira la société à la réduction des libertés individuelles et à l'installation d'une « carcasse dure comme l'acier de la soumission (ein stahlhartes Gehäuse der Hörigkeit) » (Max Weber, *Gesammelte Aufsätze zur Religionssoziologie*, Tübingen, 1920, I, p.204). La séparation de l'ouvrier des moyens de production n'est pas un trait du capitalisme, comme le pensait Marx, mais une condition essentielle de la société moderne. Celle-ci entraîne le contrôle sous la forme d'une « bureaucratie » massive, qui se servira de l'éventuelle étatisation des moyens de production. La stratification de la société à la suite de la division du travail va prévaloir devant la polarisation des classes sociales et « la différenciation » et « l'autonomisation » des valeurs vont atténuer, à leur tour, les antagonismes. Il n'y aura pas de « domination du prolétariat », car la société moderne l'empêche dès le début, mais tout au plus un socialisme qui s'inspire de l'organisation de « la fabrique » de l'époque de la révolution industrielle, mais qui ne tiendra pas tête à la concurrence du capitalisme (Max Weber, *Schriften 1894-1922*, p.448).

Mais même si elle est plus ancienne, la modernisation est devenue le métanarratif des sciences sociales seulement dans les années quatre-vingt. Ce fut le mérite d'Herbert Marcuse d'avoir attiré l'attention sur la théorie de la modernisation de Max Weber (dans *Industrialisierung und Kapitalismus im Max Webers Werk*, 1964). Antérieurement, Talcott Parsons avait attaché à l'optique de Max Weber la théorie de « la différenciation des systèmes sociaux », que, après la délimitation des « universels évolutionnaires », il a appliquée dans la recherche des sociétés existantes (*The System of Modern Societies*,

1966). Cette recherche a été la plus claire anticipation dans les sciences sociales du socialisme de l'Est.

Ce fut ensuite le mérite notable d'une génération de théoriciens de pointe qui, s'opposant au postmodernisme, ont donné des versions propres de la modernisation, dans un effort de réassumer le projet de la société moderne et d'évaluer ce qui s'est passé sur le terrain de l'histoire et ce qui est resté inaccompli. Niklas Luhmann, avec la théorie de la « différenciation fonctionnelle » a mené plus loin la recherche parsonnienne, s'orientant vers « la rationalisation » en tant que processus caractéristique de la modernité (Niklas Luhmann, *Beobachtungen der Moderne*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1992, p.42). Observant la différenciation des « types de la rationalité » mêmes, Habermas a relevé (avec *Der philosophische Diskurs der Moderne*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1985), « les dimensions de la modernité » et a défendu, contre le technocratisme, « le concept non réduit de moitié de la modernisation », lequel inclut « la communication non-distorsionnée ». Et Alain Touraine (avec sa vaste *Critique de la modernité*, Fayard, Paris, 1992) a opposé au relativisme de la conscience postmoderne l'universalisme moderne et a plaidé pour que la modernisation ne soit pas réduite à « la rationalisation économique ».

La théorie de la modernisation a été appliquée à la transition du socialisme oriental à la société ouverte (voir Andrei Marga, *Die kulturelle Wende. Philosophische Konsequenzen der Transformation. Cotitura culturală. Consecințe filosofice ale tranziției*, Cluj University Press, 2004, pp.143-193). Mais on a cherché surtout dans la polémique avec le postmodernisme, à étaler le spécifique des options modernes (Richard Munch, *Die Struktur der Moderne*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1984; Charles Larmore, *The Morals of Modernity*, Cambridge University Press, 1996). Une vaste « littérature des diagnoses » s'est développée jusqu'à aujourd'hui (voir Andrei Marga, *Diagnoze. Articole și eseuri*, Eikon, Cluj, 2008, pp.9-67). À la hâte du postmodernisme de décréter la fin de la modernité, Jeffrey Alexander (avec *Modern, Anti, Post and New:...*, *Zeitschrift für Soziologie*, 23, 3, 1994, p.182) a opposé l'idée du néo-modernisme. Le plus récent, Ulrich Beck (avec *Modernisierung der Moderne*, in Ulrich Beck, Wolfgang Bonss, Hrsg., *Die Modernisierung der Moderne*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2001, p31) a parlé de « la modernisation réflexive », par laquelle il a eu en vue des processus sociaux comme : la politisation des distinctions, la multiplication des types de connaissances, les nouvelles configurations de l'individualisation, le reprofilage de l'entreprise, l'érosion de l'État national, etc. Armin Nassehi (avec *Der soziologische Diskurs der Moderne*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 2006), nous ramène aux thèmes (sujet du changement, décentrage, connaissance conceptualisée, authenticité, discours public, système, la société comme horizon, etc.) avec lesquels culmine pour l'instant le débat sur le métanarratif modernisation.

3.

Au début des années quatre-vingt-dix la globalisation est devenue le nouveau métanarratif, et certains théoriciens de la modernisation ont signalé que la tendance immanente de la société moderne est la globalisation. D'autres ont rappelé que déjà dans les généralisations de Marx on avait saisi le fait que la direction de l'évolution du capitalisme était le globe tout entier (Jacques Attali, *La crise, et après*, Fayard, Paris, 2008). Les chercheurs américains surtout ont montré que la prise en compte de l'extension au niveau global des marchés était meilleure que tout protectionnisme et que « les profits

de l'entreprise orientée vers une haute valeur ne dérive plus de l'échelle et du volume, mais de la découverte continue de nouveaux liens entre les solutions et les besoins » (Robert Reich, *The Work of Nations*, Vintage Books, Random House, New York, 1992, p.85). Et la description du monde globalisé a occupé la partie centrale des recherches des sciences sociales.

Il convient de rappeler non seulement la délimitation des trois métanarratifs – le développement, la modernisation, la globalisation – mais aussi les efforts d'éclairer le passage de l'un à l'autre. On possède des écrits éloquentes en ce sens : aussi bien pour le passage du développement à la modernisation (voir Wolfgang Zapf, *Entwicklung als Modernisierung*, in Manfred Schulz, Hrsg., *Entwicklung, Die Perspektive der Entwicklungssoziologie*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1997), que pour le passage de la modernisation à la globalisation (voir Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, Stanford University Press, 1990). Aujourd'hui on se trouve en plein processus de conception de ce développement qui a tiré un enseignement des leçons de la modernisation et qui peut être atteint dans les conditions de la modernisation.

Après l'exaltation de la globalisation, l'heure est venue d'un regard plus lucide sur la situation et de la question si l'on ne pouvait préserver les avantages de la globalisation tout en réduisant ses effets pour les moins compétitifs. Cela suppose l'abandon de l'idéologie du néolibéralisme, sous laquelle s'est installée la globalisation, en reconnaissant le fait que ni les « gouvernements envahissants » ni les « gouvernements débilés » ne font face à la situation et ils entraînent la société dans la crise (voir Joseph E. Stiglitz, *Making Globalisation Work*, Penguin, New York, London, 2006).

On a saisi tôt des différences entre la globalisation et la modernisation. Par exemple, tandis que la modernisation a conduit à une réalité perceptible, la modernité de l'économie et des institutions, la globalisation a conduit à un cadre de la vie et des actions qui est la globalité des interactions. « Nous ne la contrôlons pas, nous nous y rapportons, mais elle nous limite et nous menace en même temps. Elle confère une forme à nos activités sans les totaliser... Nous nous accommodons l'un à l'autre par le global sans prétendre un consensus nécessaire des gens qui pense correctement, raisonnablement. L'idée de la société impliquée par le champ global est fluide et seulement modestement structurée. L'universalité que le global peut assurer est plutôt matérielle et pragmatique qu'idéale et logique » (Martin Albrow, *Globalization after Modernization: A New Paradigm for Development Studies*, in Frans Schuurman, ed., *Globalization and Development Studies. Challenges for the 21st Century*, Sage Publications, London, 2001, p.27).

Par conséquent, tous les concepts hérités, à commencer par la communauté, sont soumis à la révision en vue d'une adéquation à la nouvelle réalité interactionnelle de la globalité. « par rapport à la modernité, la relation local/global cesse d'être seulement territoriale et devient une facette de l'ontologie de la société, de la culture humaine. Le local cesse d'être un espace territorial et devient un lieu dans le champ imaginaire » (p. 27). On ressent de plus en plus un besoin de forger de nouveaux concepts afin de capter les nouvelles réalités, car nous n'avons plus le contrôle de la réalité comme on l'avait à l'époque moderne. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas encore d'acteur collectif clé dans le monde contemporain ; mais celui-ci doit entrer en concurrence avec d'autres agences, économiques, religieuses, ethniques, aussi bien qu'avec les formations et les médias qui se meuvent librement dans un champ global » (p. 28). Nous avons besoin de théories adéquates en rapport avec ce changement de taille, que l'on tend à reprendre dans des

termes trop vieux, qui nous viennent des métanarratifs antérieurs – le développement et la modernisation, que la globalisation a fait déjà entrer dans l’histoire.

4.

La crise de 2007-2013 renforce le besoin d’éclairer l’avenir. On ne peut rester à l’actuelle hésitation, inhibition, peut-être, dans la forme du « futurisme négatif », mais il est besoin d’une détermination positive. L’avenir est-il seulement globalisation ou bien de nouveaux horizons et d’autres métanarratifs se laissent-ils déjà entrevoir ? J’ai cherché ailleurs (Andrei Marga, Die kulturelle Wende..., chap. « Tranziție și modernizare » – « Transition et Modernisation ») à identifier ce qui succède à la modernisation. J’y ai affirmé que « chaque société sera touchée par les <défis> de la globalisation, et les <traditions> seront mises à l’épreuve. Les réponses seront différentes en fonction des ressources culturelles favorables à la société ouverte et à l’universalisme des valeurs. On passera, de façon plus ou moins perceptible, dans une <société post-traditionnelle>, qui – sur une échelle différenciée – aura, à un but, l’adaptation des traditions à un monde qui est organisé selon de nouvelles valeurs, et à l’autre bout il y aura des tentatives de transférer à ce monde des <traditions> d’inefficacité et de corruption qui viennent de l’histoire, sous le toit des <libertés> générales » (p.493-494). Le risque que j’y signalais était que des secteurs non-atteints par la modernisation, importants dans l’économie de la société, passent dans l’ère de la globalisation qui, de toute façon, encourage une diversité de n’importe quelle origine. En ce cas la globalisation s’associera à des restes du projet inaccompli de la modernisation. Voici la perspective pratique que l’on rencontre déjà, de plus en plus souvent. Ses inconvénients vont stimuler des retours dans le passé, dans la nouvelle forme d’un « néomodernisme » et des sauts en avant, sur le plan conceptuel, sous la forme d’une vision axée sur « l’autogestion généralisée » et une « rationalité empathique ».

5.

Mais si le développement a été suivi par la modernisation et, puis, par la globalisation, qu’est-ce qu’il peut aujourd’hui emprunter à celles-ci ? Je résume ma réponse en quelques observations.

La recherche de la modernisation nous a laissé quelques vérités dont tout programme de développement devrait avoir la sagesse d’apprendre : a) il n’y a pas de développement cohérent sans développement dans quatre dimensions : économique, institutionnelle, politique et culturelle ; b) un développement dans l’une de ces dimensions n’entraîne pas automatiquement le développement dans d’autres dimensions, mais a besoin d’une action distincte ; c) les problèmes qui doivent être résolus dans une société ne se réduisent pas à la dimension de la production par habitant – qui reste prioritaire, mais ils constituent une palette avec la démocratisation, l’efficacité administrative, l’éradication de l’aliénation et des frustrations, la garantie des conditions de l’affirmation de sa propre identité ; d) les actions engagées dans la reproduction culturelle de la vie sociale sur des échelons avancés sont différentes, selon leur structure, de sorte qu’il faut distinguer, au niveau des analyses d’aujourd’hui, entre des types d’actions : instrumentales, stratégiques, communicatives, dramaturgiques et réflexives, chacun ayant un sens et un champ

d'application légitime ; e) la politique a le rôle de diriger l'évolution, même s'il revient à un moment donné à d'autres systèmes le rôle déterminant dans le développement.

L'exploration de la globalisation nous a laissé également des vérités dont les programmes du développement peuvent apprendre. J'ai en vue : a) la circonstance que sur les marchés globalisés les produits sont valorisés en fonction de l'intelligence qu'ils incorporent plus que de toute autre chose (volume, opportunité, réclame, etc.) ; la simple internalisation (adoption de solutions provenant d'autres pays) n'est pas la réponse adéquate à la globalisation, qui exige des solutions meilleures et plus compétitives que celle déjà existantes ; c) c'est l'objet concret avec des valences universelles que l'on devrait produire ; d) le protectionnisme n'est plus une politique réaliste du développement, mais l'abolition des frontières douanières et du cadre de circulation des biens ne donne lui non plus de résultats ; e) les thérapies de choc peuvent démanteler des systèmes sociaux, mais elles ne permettent pas la construction de nouveaux systèmes ; f) ni « l'État envahissant » ni « l'État débile » ne peuvent soutenir un développement durable ; g) il est besoin de la réévaluation de l'importance de l'éducation et de la recherche scientifique, en général de la capacité d'analyser, d'évaluer et de projeter son propre développement, reconnaissant leur rôle crucial dans les développements de l'époque de la globalisation.